

# PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES  
CANTON D'OSSUN

## DELIBERATION DE PRESCRIPTION DU PLU

ARRETE LE

27/02/2020

APPROUVE LE

31/03/2022

PIECE DU PLU

0.1.1.





**Conseil Communautaire du 18 décembre 2014**

**Objet :** Elaboration et prescription du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du canton d'Ossun

**Présents :** Mmes Jeannine CAILLABET, Ginette CURBET, Sylvie ESTANOL, Sylviane HARAMBAT, Virginie LANUSSE, Marie-Noëlle LOUBIOU, Josiane PICHON, Maryse VERDOUX, MM. Georges ASTUGUEVIEILLE, Jean-Pierre BALESTAT, Marc BEGORRE, Francis BORDENAVE, Daniel DARRÉ, Denis DEPOND, Jean-François DRON, Serge DUCLOS, Christian LABORDE, Alain LUQUET, Eric MARRIAT, Vincent MASCARAS, Christophe REBEILLÉ, Michel RICAUD, Fabrice SAYOUS, Jean TOUYA

**Excusés :** M. Emmanuel DUBIÉ, Mme Emilie FAVARO (pouvoir à M. Francis BORDENAVE)

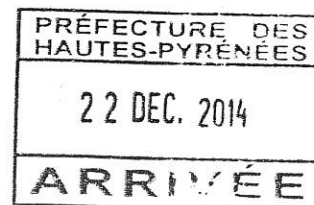
**Absent :** M. Laurent PENIN

**Assistaient également à la réunion :** Mme Martine DANGLADE (CDDE)

**Secrétaire de séance :** Marc BEGORRE

**Date de convocation :** 11/12/2014

**Date d'affichage :** 23/12/2014



Monsieur le Président rappelle aux membres les raisons et motifs pour lesquels il a été proposé et décidé de transférer une compétence complète et exhaustive en matière d'aménagement de l'espace et d'urbanisme, y compris la responsabilité de l'élaboration d'un Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble de son territoire.

Il rappelle également de quelle manière et dans quelles proportions, les vingt dernières années et une pratique ambitieuse de la coopération intercommunale au sein de la Communauté de communes du canton d'Ossun (CCCO), en matière de développement économique tout particulièrement, ont contribué à modifier en profondeur et à enrichir ce territoire devenu très attractif, notamment par le nombre des créations nettes d'emplois constatées sur la période.

Considérant les études et les analyses menées depuis 2012 par la CCCO dans le cadre de sa démarche de Projet de Territoire, les éléments constitutifs du Diagnostic Territorial achevé à l'été 2014 et les Orientations Stratégiques qui en découlent, il est logique et cohérent d'engager, sur cette base et sans plus tarder, la démarche d'élaboration du PLUi dans le souci de transcrire dans un document d'urbanisme commun et unique tout ou partie des orientations et priorités d'actions du Projet de Territoire.

De nombreuses thématiques et priorités d'actions du Projet de Territoire du canton d'Ossun peuvent, en effet, trouver une déclinaison opérationnelle, notamment dans le cadre du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLUi dont l'élaboration, en très étroite collaboration avec les 17 communes du canton, aura notamment pour objectifs principaux de :

- **Promouvoir un développement maîtrisé de l'urbanisation** permettant de concilier la prise en compte du développement équilibré de la population et de l'habitat, des activités économiques et des emplois ainsi qu'une gestion raisonnée du foncier ;

- **Conforter le développement économique**, accompagner la création d'entreprises, d'emplois et de richesses et **renforcer l'attractivité économique du territoire** ;
- S'appuyer sur l'armature territoriale pour **décliner une politique et une offre de services et d'équipements publics de proximité** en vue de répondre aux besoins des populations et des usagers ;
- Conforter et **décliner localement une politique de l'habitat adaptée aux besoins** ainsi qu'aux spécificités du territoire et des populations, en favorisant notamment la diversification et la réhabilitation du parc de logements, la redynamisation des centres bourgs et le développement de l'offre locative ;
- **Privilégier une approche globale et concertée** des problématiques d'aménagement, d'activité économique, d'habitat et de déplacement, **le PLUi valant Plan local de l'habitat (PLH)** et, en collaboration avec le Département et les agglomérations voisines, **contribuer à l'élaboration d'un Schéma de déplacements urbains**.
- **Préserver et valoriser l'identité du territoire et la qualité du cadre de vie**, s'agissant notamment des paysages, des ressources naturelles et des espaces affectés aux activités agricoles et forestières ainsi que du patrimoine bâti rural ou traditionnel ;
- **Préserver la biodiversité** et surtout préserver et valoriser les trames vertes et bleues qui structurent le territoire et ses paysages ;
- **Améliorer l'accessibilité et la mobilité** de tous, résidents et/ou usagers, aux services, équipements et aménagements constitutifs du cadre de vie du territoire et contribuer à limiter, en les améliorant, les déplacements de personnes sur le territoire ;
- **Prendre en compte les enjeux liés au développement durable** : transition énergétique, réduction des gaz à effets de serre et lutte contre le réchauffement climatique, préservation des ressources et gestion économe de l'espace, promotion du mieux vivre ensemble et entre générations, etc.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales (CGCT),

**Vu** le Code de l'Urbanisme et ses articles L. 123.1 et suivants et R. 123-1 et suivants

**Vu** l'article L. 123.6 du Code de l'Urbanisme

**Vu** l'article L. 300.2 du Code de l'Urbanisme

**Vu** les lois Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, et Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006 exprimant une volonté de rénovation du cadre juridique des politiques d'aménagement de l'espace

**Vu** les lois Grenelle 1 du 03 août 2009 et Grenelle 2 du 13 juillet 2010 instaurant les notions liées à la préservation des continuités écologiques (trame verte et bleue) et de maîtrise de consommation des espaces

**Vu** la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 renforçant l'approche intercommunale dans les procédures d'élaboration des documents d'urbanisme, ainsi que les objectifs de gestion économe des espaces, de densification de l'urbanisation, et de prise en compte de la qualité paysagère dans les projets d'aménagement

**Vu** les documents d'urbanisme actuellement en vigueur sur le territoire de la CCCO et notamment :

**Vu** le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Lanne approuvé le 7 juillet 1994 et sa révision en PLU prescrite par arrêté du 21 octobre 2011

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de Louey approuvé le 24 septembre 2007  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de Lamarque-Pontacq approuvé le 20 juin 2013  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme d'Ossun approuvé le 09 mai 2005  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme d'Azereix approuvé le 30 mars 2011  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de Juillan approuvé le 22 décembre 2006

**Vu** la Carte Communale de Luquet approuvée par arrêté préfectoral du 4 mai 2010  
**Vu** la Carte Communale de Séron approuvée par arrêté préfectoral du 02 septembre 2005  
**Vu** la Carte Communale de Bénac approuvée par arrêté préfectoral du 29 août 2013  
**Vu** la Carte Communale de Loucrup approuvée par arrêté préfectoral du 30 avril 2010  
**Vu** la Carte Communale de Visker approuvée par arrêté préfectoral du 27 janvier 2006  
**Vu** la Carte Communale de Layrisse approuvée par arrêté préfectoral du 16 janvier 2014

**Vu** les communes de Gardères, Hibarette, Barry, Orincles, Averan sans document d'urbanisme,

**Vu** la délibération du Conseil communautaire en date du 6 novembre 2014 portant modification statutaire de la CCCO et lui donnant toute compétence en matière d'urbanisme et de PLU intercommunal

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 17 décembre 2014 approuvant la modification des statuts de la CCCO et lui conférant la compétence en matière de PLU intercommunal

Sur les 17 communes qui composent la CCCO :

- 1 commune est couverte par un Plan d'Occupation des Sols (Lanne), dont la révision en PLU est prescrite ;
- 5 communes sont couvertes par un Plan Local d'Urbanisme (Azereix, Juillan, Lamarque-Pontacq, Louey et Ossun) ;

L'élaboration du plan local intercommunal regroupant les 6 communes précitées vaut révision des documents sus-visés ;

- 6 communes disposent de cartes communales (Bénac, Layrisse, Loucrup, Luquet, Séron et Visker) qui seront sans objet lors de l'approbation du PLU intercommunal regroupant ces 6 communes ;
- 5 communes ne possèdent aucun document d'urbanisme (Averan, Barry, Gardères, Hibarette et Orincles) ;

La conférence intercommunale, prévue à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, se réunira en janvier 2015 pour évoquer les modalités de la collaboration entre la communauté de communes et l'ensemble des communes membres ;

**Considérant** la démarche de Projet de Territoire, engagée conjointement par l'EPCI et les 17 Communes membres, sur le territoire du canton d'Ossun ;

**Considérant** que l'évolution des contextes local et national nécessite de procéder, dès à présent, sur le territoire du canton d'Ossun, à l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), portant obligatoirement sur l'ensemble du territoire de la CCCO, valant Programme Local de l'Habitat (PLH) et tenant lieu de Schéma de déplacements urbains ;

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil communautaire, réunis le 18 décembre 2014 au lieu habituel de leurs séances sous la présidence de M. Michel RICAUD, décident à l'unanimité des présents :

- 1 – de prescrire l'élaboration d'un PLU intercommunal valant PLH et tenant lieu de Schéma de déplacements urbains, conformément aux objectifs exposés dans la présente délibération ;
- 2 – d'élaborer ce PLUi sur l'intégralité du territoire de l'EPCI, conformément à l'article L 123.1 du code de l'urbanisme ;
- 3 – de soumettre à la concertation publique l'élaboration du PLUi, pendant toute la durée des études et jusqu'à l'arrêt du projet, selon les modalités suivantes :
  - affichage des délibérations relatives à l'élaboration du projet de PLUi au siège de l'EPCI et en mairie dans chacune des 17 communes du canton d'Ossun ;
  - communiqués et articles publiés dans la presse et dans la lettre d'information semestrielle de la CCCO (Pyrène Info) ;
  - insertions sur le site internet de la CCCO ;
  - organisation d'ateliers thématiques et de réunions publiques au siège de la CCCO et de manière délocalisée ;
  - mise à disposition du public, au siège de la CCCO et dans chaque mairie du canton, d'un exemplaire d'un dossier de synthèse et d'un registre destiné à recueillir les observations des habitants.
- 4 – d'associer à l'élaboration du PLUi, conformément aux articles L.123-7, L.123-8 et suivants, les services de l'Etat, de la Région Midi-Pyrénées, du Département des Hautes-Pyrénées, du Syndicat mixte du SCoT Tarbes Ossun Lourdes et du Syndicat Mixte du Grand Pau (personnes publiques associées) ainsi que de consulter, à leur demande, les représentants des chambres consulaires et des EPCI voisins ;
- 5 – de soumettre désormais à déclaration préalable, sur tout le territoire, conformément aux dispositions de l'article L. 130-1 du Code de l'Urbanisme, les coupes ou abattages d'arbres isolés, de haies ou réseaux de haies et de plantations d'alignement ;
- 6 – de permettre désormais à l'autorité compétente, conformément à l'article L. 123-6 du Code de l'Urbanisme et dans les conditions prévues à l'article L. 111-8 du même Code, de décider de surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation concernant les constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur Plan local d'urbanisme intercommunal, à compter de la publication de la présente délibération. L'exercice de ce sursis à statuer sera bien sûr fonction de l'état d'avancement des études du PLUi.
- 6bis – de créer et d'organiser la conférence intercommunale, regroupant les maires des communes membres de la CCCO, qui sera associée à l'élaboration du PLUi conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme (cf. Délibération à prendre sur les modalités de collaboration entre la CCCO avec les maires des communes membres).
- 7 – de solliciter l'Etat, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, pour que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement à la disposition de l'EPCI pour participer au pilotage de la démarche ou pour bénéficier d'une compensation financière des dépenses entraînées par les études et l'établissement du PLUi ;



8 – de participer à l'appel à projets « PLUi » lancé par l'Etat au niveau national et solliciter toute autre aide financière susceptible de venir accompagner cette démarche tant au titre des fonds européens (FEDER ou FEADER) que des politiques contractuelles et territoriales de la Région et du Département ;

9 – d'autoriser le Président à organiser la consultation et la mise en concurrence des cabinets spécialisés et à passer avec le candidat retenu tout marché de prestation de service relatif à la compilation et la cartographie des documents d'urbanisme existants et à l'élaboration du PLUi ;

10 – que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget 2015 de la collectivité (chapitre 20 article 202).

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- à Madame la Préfète des Hautes-Pyrénées,
- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président du Syndicat mixte du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) de Tarbes Ossun Lourdes,
- au Président du Syndicat mixte du Pays et du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Grand Pau,
- au Président de l'établissement public compétent en matière d'organisation des transports urbains,
- aux Présidents des Établissements Publics de Coopération Intercommunale directement intéressés :
  - la Communauté d'agglomération du Grand Tarbes
  - la Communauté de communes du Pays de Lourdes
  - la Communauté de communes de Gespe Adour Alaric
  - la Communauté de communes d'Ousse Gabas

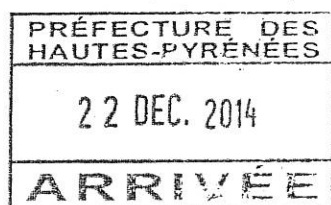
11 – La présente délibération sera transmise pour information aux :

- Directeur du Centre Régional de la Propriété Forestière conformément aux dispositions de l'article R 130-1 du Code de l'Urbanisme
- Directeurs des organismes HLM
- Président du Comité Régional de l'Habitat

Conformément aux articles R.123-24 et R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la CCCO et dans chaque mairie des 17 Communes membres de la CCCO pendant un mois et mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré les jour, mois, an que dessus.

Michel RICAUD  
Président de la Communauté de Communes  
du Canton d'OSSUN



  
Communauté de Communes  
du Canton d'Ossun  
PYRÈNE AÉRO PÔLE  
Bâtiment Téléport  
65290 JUILLAN